

Pour nos salaires, il y a urgence !



La FSU a défendu ce point de vue dès l'installation du gouvernement, comme elle le faisait auparavant. Pour beaucoup d'agents de la Fonction publique, la vie est difficile : 20 % des agents sont payés au niveau du SMIC ; les nouvelles grilles pour la catégorie C sont loin d'apporter une réponse suffisante. Les politiques indemnitaires ont joué contre l'emploi et les solidarités, elles aggravent les inégalités. Les professions qualifiées sont insuffisamment rémunérées. Cela se traduit en particulier par une crise de recrutement profonde pour les métiers enseignants.

Faudrait-il, en temps de crise accepter l'austérité ?

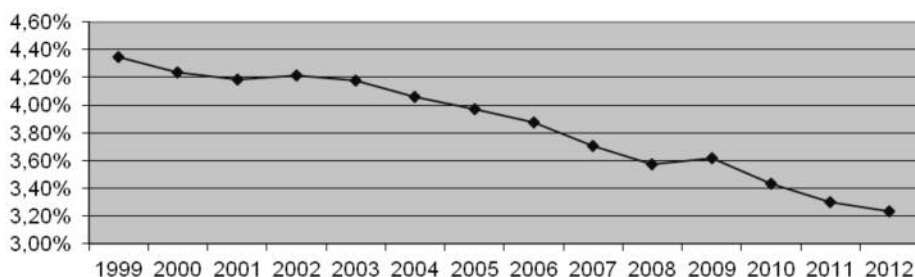
Les salaires ne sont pas responsables de la crise. Crise financière, elle est devenue une crise de la dette par l'intervention même des fauteurs de crise. La rigueur et la stigmatisation de la dépense publique aggravent la récession et les inégalités.

Les salaires sont pour l'essentiel dépensés et font vivre une partie importante de la population ; les salaires et les pensions favorisent la consommation et la relance. Des salaires augmentés, c'est aussi plus de cotisations et plus de ressources fiscales.

Impossible ?

Une part toujours plus faible des revenus du pays est consacrée aux salaires de la Fonction publique. La FSU défend une réforme fiscale d'ampleur ; c'est un moyen essentiel pour répondre aux besoins fondamentaux de la population qui restent très importants, et un outil de redistribution. Le gouvernement annonce une réforme de fond, mais n'envisage pas d'augmenter les ressources budgétaires.

Poids des rémunérations FPE dans le PIB



Les rémunérations des agents de la Fonction publique de l'Etat (hors pensions et enseignement privé sous contrat) représentent une part toujours plus faible des richesses nationales. (Sources : rapport sur l'état de la Fonction publique 2013).

Pour en savoir plus :

<http://www.fsu.fr/-Salaires-et-traitements,179-.html>



Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CGC, CGT, FAFPT, FSU, Solidaires et UNSA appellent les agents des trois versants de la Fonction publique à se mobiliser et à organiser dans la semaine du 9 au 13 décembre 2013 toute forme d'action locale pour sensibiliser l'opinion publique et alerter les responsables publics, élus locaux et parlementaires.



**Avec la FSU,
pour le Service Public !**

